

Note d'actualité : euro/monnaie nationale (désenfumage)

Le 13/02/2017

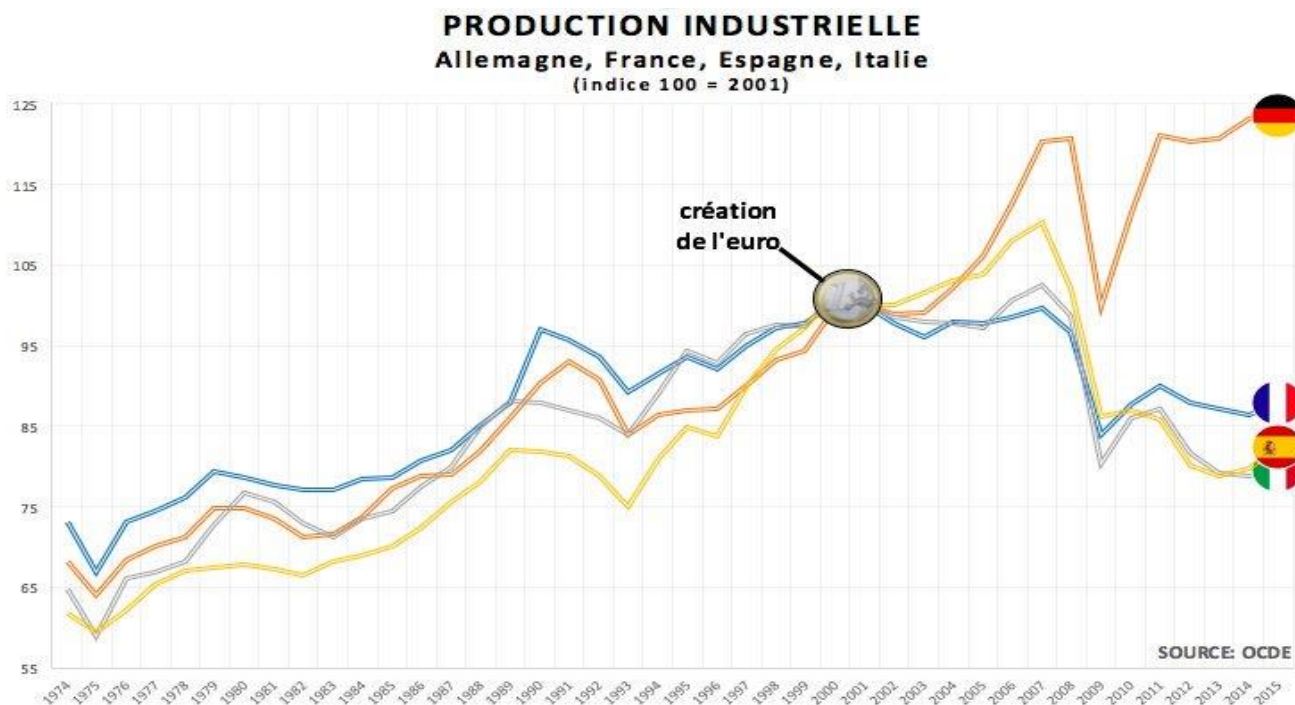
Comme régulièrement depuis cinq ans, les médias et leurs experts auto-proclamés déclinent clichés et contre-vérités sur l'euro et le retour à une monnaie nationale, tel que proposé par notre mouvement. Vous trouverez ci-dessous une liste des éléments de réponse à apporter face aux principaux mensonges du système.

Avant toute chose, il convient de toujours rappeler que l'euro, en plus d'être un problème économique, est aussi un énorme problème politique et démocratique : en tout domaine la politique de la France est en effet soumise au chantage d'une banque centrale européenne située à Francfort et qui peut décider, à tout moment, de nous couper les liquidités au cas où nous choisirions une orientation qui ne lui plairait pas.

• L'euro : boulet de l'économie française

Le Président de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, a récemment déclaré que « l'euro était une arme [pour la France] dans la compétition mondiale ». Assurément, rien n'est plus faux !

L'euro a littéralement plombé l'économie française en effondrant sa compétitivité, et donc sa capacité à se battre dans la compétition internationale. Comme le montre le graphique ci-dessous, la production industrielle française (comme celle de l'Espagne ou de l'Italie) a décroché par rapport à celle de l'Allemagne précisément depuis l'introduction de l'euro monnaie unique, alors que précédemment les évolutions étaient parallèles.



En somme, l'euro a permis à l'Allemagne de siphonner la production industrielle des pays du sud de l'Europe et de la France, alors que les dévaluations du passé permettaient à ces pays de conserver leur base industrielle.

De nombreuses institutions internationales et personnalités éminentes ont reconnu les méfaits de l'euro pour l'économie française. Ainsi, pas moins de 7 prix Nobel d'Economie dont monsieur Stiglitz ont pointé l'échec économique de cette monnaie.

Le FMI lui-même a estimé que l'euro était surévalué de 6% pour la France et sous-évalué de 15% pour l'Allemagne, créant un déficit de compétitivité en notre défaveur de 21% avec l'Allemagne et ce, quel que soit le niveau de l'euro par rapport aux autres monnaies (entendu que quand l'euro baisse, il baisse aussi pour l'Allemagne...).

L'euro fausse donc le prix de nos exportations. A cet égard, une monnaie nationale permettrait de rétablir notre compétitivité prix. **Une dévaluation rendrait en outre notre pays bien plus attractif pour les investissements étrangers et la consommation des touristes sur notre territoire.**

Autres éléments objectifs qui attestent des méfaits de l'euro pour notre économie, le taux de chômage comparé des pays européens dans et hors zone euro (2016) :

- Taux de chômage en zone euro : 10,3%
- Taux de chômage hors zone euro : 6%

Le même type de comparaison en termes de croissance et entre pays très proches (pas seulement géographiquement) est encore plus édifiant, par exemple :

- Croissance de la Finlande, membre de la zone euro depuis 2007 : 0%
- Croissance de la Suède, hors zone euro sur la même période : 15% !

- **Le retour à une monnaie nationale ne ferait ni s'effondrer l'épargne des Français ni exploser la dette, au contraire !**

Sur l'épargne :

Le système affirme régulièrement qu'une dévaluation aurait un impact négatif sur l'épargne des Français. Là encore, il s'agit d'une affirmation complètement fausse.

Pour s'en convaincre il suffit de remarquer que l'euro a perdu 25% de sa valeur depuis 2014. Pour autant, l'épargne des Français n'a pas baissé de 25%.

Sur la dette :

Nota bene : Il ne faut pas confondre le taux de change d'une monnaie et le taux d'intérêt (c'est-à-dire le taux d'emprunt) d'un Etat qui dépend d'une multitude de facteurs.

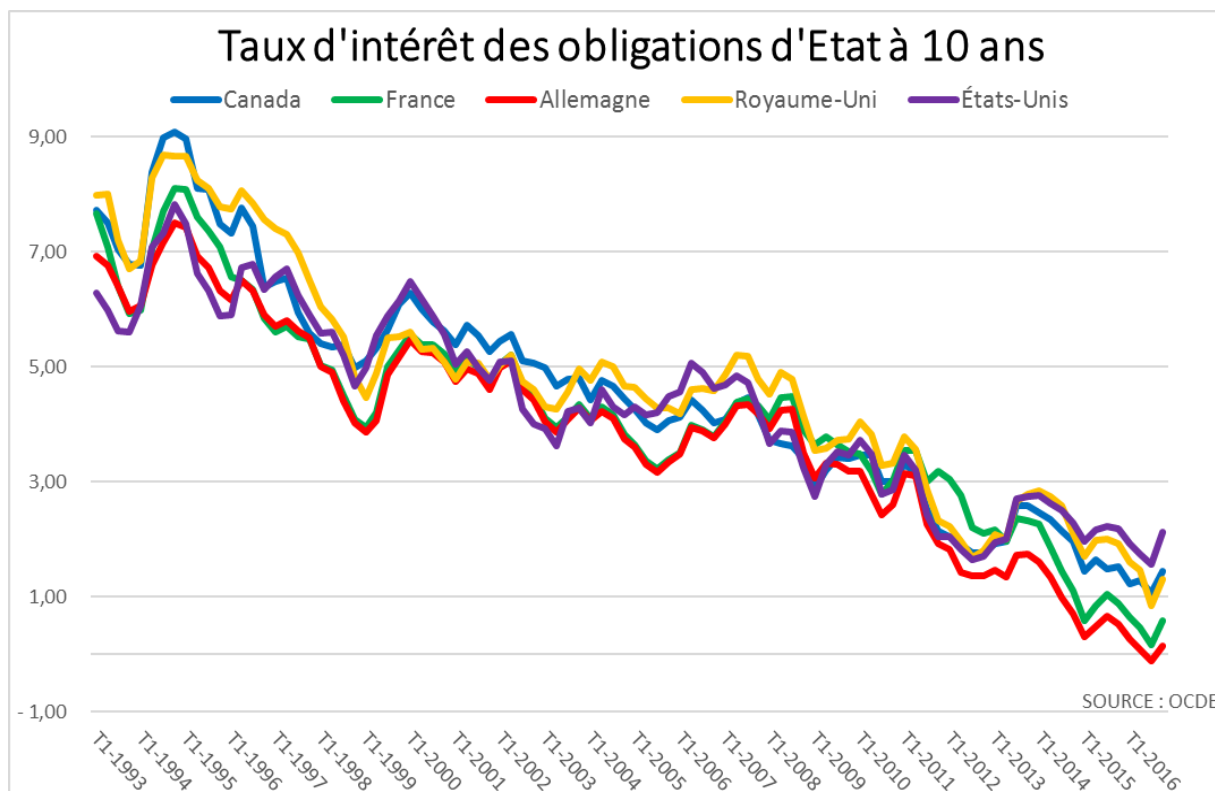
Les accusations les plus grotesques quant aux effets prétendument négatifs d'une sortie de l'euro portent sur la dette. Le président de la Banque de France, encore lui, a ainsi déclaré que le retour à une monnaie nationale se traduirait par une « augmentation de 30 milliards d'euros par an » du coût des intérêts de la dette française, arguant à l'inverse que "les taux d'intérêt, depuis que nous avons l'euro, ont baissé d'environ 1,5%".

Tout d'abord la question des taux d'intérêt n'est pas directement liée à la monnaie. Pour preuve nous n'avons pas les mêmes taux d'intérêt que l'Allemagne alors que nous partageons la même monnaie. En outre, les taux d'intérêts, qui baissaient de manière continue pour tout le monde depuis 15 ans (voir graphique plus bas), ont déjà entamé leur remontée (une remontée future ne saurait donc être attribuée au seul retour à une monnaie nationale).

Il n'en reste pas moins que le nombre de « 30 milliards d'euros » avancé par M. Villeroy de Galhau est particulièrement farfelu. En effet, compte tenu du taux d'intérêt de référence auquel la France emprunte

actuellement (à 10 ans : 0,9%), pour que le retour à une monnaie nationale génère un surcoût immédiat de 30 milliards par an du financement de notre dette, il faudrait que le taux d'emprunt de la France augmente de 13,2 points à 14% ce qui est totalement surréaliste quand on sait que même l'Italie, pays en moins bonne santé financière que nous, emprunte à 3%.

D'autre part, dire que c'est à l'euro que la France doit « la baisse de ses taux d'intérêt depuis 15 ans » est une authentique contre-vérité, étant donné que ces taux ont baissé pour tous les Etats du monde dans les mêmes proportions (voir graphique). Dans le détail, si la France et l'Allemagne semblent avoir un taux néanmoins plus faible qu'ailleurs c'est surtout parce que la croissance et l'inflation y ont été proches de zéro. Or, les taux d'intérêt dépendent directement de ces deux facteurs.



La zone euro n'est donc en rien une zone d'exception pour les Etats qui la composent en termes de taux d'intérêt. Le taux de l'Italie (3%) est ainsi 4,6 fois plus élevé que celui de la Suède (0,65%) pourtant située hors zone euro. Le Danemark (0,4%) ou la Suisse (0%) ont également un taux d'intérêt bien plus faible que celui de la France (0,9%).

Si le retour à une monnaie provoquait une hausse des taux d'intérêt ce serait pour de bonnes raisons : retour de la croissance, légère inflation, créations d'emplois, etc. De plus cette situation s'accompagnerait d'une diminution des déficits et donc d'un moindre besoin d'emprunter sur les marchés.

Il faut en outre rappeler que nous entendons redonner à la Banque de France sa capacité de prêter au Trésor sans intérêt, ce qui serait également un facteur de réduction du poids de la dette pour notre pays.

Enfin, le passage en lui-même de l'euro à une monnaie nationale ne générerait aucune augmentation de la dette, quand bien même la nouvelle monnaie serait dévaluée. En effet, comme le rappelle l'OFCE dans une étude de 2016, 99,5% de la dette publique française est émise en droit français et que, selon la *Lex Monetae*, la convertibilité se ferait automatiquement.

Au sujet de la dette privée, compte tenu de l'appréciation de certains actifs détenus à l'étranger, l'OFCE note qu'il « n'existe pas de risque de bilan pour le secteur privé dans son ensemble ».